

-MD.

Paris-Berne, le 12 novembre 1948.

Confidentiel.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Ainsi que je l'avais annoncé dans mon rapport du 22 octobre, j'ai fait, en ma qualité d'observateur suisse auprès de l'ONU, un second séjour à Paris du 27 octobre au 6 novembre. Aucune des questions importantes à l'ordre du jour de l'Assemblée générale n'ayant été résolue dans l'intervalle, le rendement de ma deuxième visite a nécessairement été moindre que celui de la première. En dehors des engagements convenus antérieurement (MM. Spaak, Undén, Bohlen) qui n'ont, cette fois, apporté aucun élément nouveau à l'appréciation de la situation politique générale, j'ai eu quelques conversations dans les coulisses qui me paraissent dignes de votre attention.

A un cocktail offert par la délégation des Indes, M. Desai m'a présenté à M. Bogomoloff, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris qui, de son côté, m'a introduit auprès de M. Malik, un des vice-ministres des Affaires étrangères de l'U.R.S.S.. Ce dernier me demanda à brûle-pourpoint quelle était l'opinion du gouvernement suisse sur les déclarations faites par Staline au journal "Pravda" au sujet du conflit de Berlin. Je lui répondis que je serais volontiers disposé à parler avec lui de ce sujet, mais pas à une cocktail-party, parce qu'il m'intéresserait vivement de connaître l'interprétation authentique de ces déclarations; pour l'instant, je pouvais seulement dire qu'elles me paraissaient exclure toute équivoque quant à l'attitude que le gouvernement soviétique entend observer à l'égard

Monsieur Max PETITPIERRE, Conseiller fédéral,
Chef du Département Politique,

B e r n e .



- 2 -

du conflit de Berlin. Malik continua la conversation en changeant de sujet et en observant que l'ambiance générale de Lake Success et du Palais de Chaillot ne convenait pas aux Russes. Est-ce que réellement les difficultés techniques seraient telles à Genève que l'on ne pourrait pas envisager la réunion d'une assemblée générale des Nations Unies? Je lui répondis que tel était bien le cas et que nous ne pourrions pas loger, dans des conditions convenables, toutes les délégations et leur personnel, car par rapport à la Société des Nations leur nombre avait augmenté considérablement. Mais rien n'empêcherait de reprendre l'étude de ce problème si le Secrétariat général de l'ONU nous donnait assez de temps pour le réexaminer. Enfin, Malik me demanda quand la Suisse entrerait dans l'ONU. J'ai répondu par la formule habituelle: traités de paix et neutralité.

Si je me suis permis de relater cette conversation in extenso, c'est parce qu'il est difficile de prévoir la suite que Malik lui donnera. Il n'est pas exclu que les Russes se référeront, à un moment donné, à cet entretien à bâtons rompus.

Vos observateurs ont été l'objet de l'attention spéciale de la délégation hindoue. M. Desai, également présent à Paris, a saisi l'occasion de la visite de M. Pandit Nehru au Palais de Chaillot pour me présenter au Premier Ministre de l'Inde. Une conversation d'une demi-heure s'engagea. J'ai beaucoup apprécié la finesse des nuances et du langage de cet homme d'Etat asiatique.

L'opinion de Pandit Nehru est que le communisme n'est pas une religion, qu'il n'est qu'un système économique et que le prosélytisme du parti n'est dû qu'au fait qu'il a fallu détruire par des méthodes révolutionnaires le système capitaliste à une époque où celui-ci se défendait encore vigoureusement. La preuve que le système économique russe est meilleur que celui de l'économie libérale n'est pas encore apportée. Si cette preuve n'est pas faite

- 3 -

dans un conflit à vie et à mort qui opposera à un moment donné les deux systèmes, le communisme disparaîtra. Les dirigeants à Moscou le savent et c'est la raison pour laquelle ils doivent faire semblant d'être sûrs de la réussite finale de leur entreprise d'où la nécessité pour eux d'une politique rigide. Le doute est mortel.

Dans cet ordre d'idées, il est très instructif de voir et d'entendre que l'Europe occidentale a peur du communisme. On n'a pas peur quand on est sûr des valeurs spirituelles sur lesquelles reposent la politique d'un Etat. Pour Nehru la peur en Europe est le signe incontestable de la déchéance. Tant que l'Europe n'aspire qu'à la sécurité matérielle, elle sera la proie facile du communisme. En effet, le système économique communiste offre aux masses la sécurité matérielle dans une plus grande mesure que le système libéral qui connaît le risque individuel.

En revanche, le communisme est sans danger pour les peuples asiatiques. Personne n'y aspire encore à la sécurité matérielle. Les Russes ont commis la faute d'avoir commencé trop tôt leur action en Asie. Aujourd'hui, ils y trouvent des partisans parce que l'Union Soviétique est la seule grande puissance qui aide les peuples asiatiques à recouvrer leur indépendance. Le mouvement important en Asie c'est le nationalisme dirigé en première ligne contre les puissances coloniales, y compris les Etats-Unis d'Amérique. Tant qu'il y a des puissances coloniales en Asie, le mouvement révolutionnaire ne cessera pas, mais le jour où la domination étrangère aura pris fin, on s'apercevra que la seule grande puissance qui continue à s'ingérer dans les affaires intérieures des pays asiatiques est l'U.R.S.S. C'est à ce moment que le mouvement politique le plus fort en Asie - le nationalisme - se dirigera contre le communisme et Moscou et le liquidera très facilement. "Dites à vos amis les Français

- 4 -

et les Hollandais qu'il est temps de liquider leurs colonies en Asie, sinon ils allumeront le feu et aideront les Russes à s'installer dans des régions où ils n'ont rien à chercher."

Le drame de la Chine est, de l'avis de Pandit Nehru, un exemple typique de l'incompréhension complète des Américains et des Européens à l'égard de ce qui se passe en Asie. Il a suffi d'aider, d'une manière spectaculaire, Tchiang-Kai-Chek pour renforcer, en même temps, le mouvement adverse. Le mouvement communiste en Chine est un mouvement national; il est, en effet, assisté par les Russes, mais personne ne les voit, ils sont camouflés. Les Américains, en revanche, par leurs déclarations et l'aide spectaculaire ont tout fait pour offenser le sentiment d'indépendance des Chinois. Ils ont tué le Kuomintang. Il faut que les Américains renoncent à soutenir un régime usé et le mouvement soi-disant communiste en Chine se retournera automatiquement contre l'U.R.S.S. dont l'ingérence apparaîtra visiblement à ce moment.

La faute des Européens consiste à sous-estimer ce qui se passe ailleurs et à attacher trop d'importance à ce qui se passe en Europe. La Russie n'a pas de visée sur l'Europe occidentale; si elle convoite quelque chose, c'est plutôt le Proche-Orient.

Enfin, en prenant congé de lui, M. Pandit Nehru m'a dit qu'il ne pourrait pas s'arrêter en Suisse cette année, mais qu'il ne manquerait pas de venir à Berne l'année prochaine.

A propos de cette conversation, M. Desai m'a dit que M. Pandit Nehru avait été très satisfait de la conférence impériale de Londres et qu'il aurait maintenant la certitude que l'Angleterre en tant que partie égale du Commonwealth ferait dorénavant la politique du Commonwealth

- 5 -

et non celle de l'Europe.

Cette dernière information n'est pas encore confirmée bien que, dans les coulisses de l'Assemblée, on commentât l'attitude anglaise au sein de la commission politique et du conseil de sécurité. Celle-ci a, en effet, été bien plus violente et intransigeante à l'égard de l'U.R.S.S. que celle des Etats-Unis. On a même prétendu que les Anglais auraient torpillé l'entente qui venait de se réaliser entre Bramuglia et Vichinsky sur le conflit de Berlin. Je note en passant que Staline parle, dans son interview accordée à la "Pravda", également d'une entente entre le médiateur et Vichinsky. En tout cas, l'attitude de la délégation britannique ne permet pas de conclure que Londres commencerait à se distancer des affaires de l'Europe.

La médiation des neutres au Conseil de sécurité sur le problème de Berlin aurait, de l'avis de M. Bohlen, amené les Américains à renoncer à faire traiter ce problème par l'Assemblée générale. Mais la question restera à l'ordre du jour du Conseil de sécurité pour permettre de la reprendre le jour où cela conviendrait aux Etats-Unis.

Les délégations sont unanimes à désirer l'ajournement de l'Assemblée générale. On espère arrêter les travaux le 8 décembre sans avoir épuisé l'ordre du jour quitte à les reprendre au printemps. On veut, paraît-il, donner le temps nécessaire aux Etats-Unis pour arrêter leur politique extérieure après la réélection inattendue de M. Truman. Sur ce dernier point je ne fais pas de commentaire malgré ceux dont je dispose abondamment et qui sont plutôt amusants.

Sous réserve de votre approbation, je considère ma tâche d'observateur comme terminée. J'ai l'impression que la Suisse a fait à l'égard de l'ONU le maximum de ce que l'on

- 6 -

pouvait raisonnablement attendre d'elle comme geste dans les circonstances actuelles.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'K. Lehmann', written in a cursive style. The signature starts with a large 'K' and ends with a long, sweeping horizontal line that curves downwards at the end.